

GUSTAVE TÉRY

Le Patriotisme et l'école

Laïcisons la Patrie !

L'ŒUVRE

DEUXIÈME ANNÉE

II. JUIN 05.

Ce N° : 50 c.

Abonnements :

5 fr. par an
(payables à volonté)

Etranger : 7 fr.

Administration :

44, rue d'Uzès
Paris 2^e



Laïcisons la Patrie

A JULES LEMAITRE

[Cette « lettre ouverte » parut dans la Petite République en novembre 1901, quelques jours avant le procès du Pioupiou de l'Yonne. On se souvient qu'à la requête du général André et de l'archiprêtre Olivier, les rédacteurs du Pioupiou, parmi lesquels se trouvait Gustave Hervé, furent déférés à la cour d'assises pour avoir tenu sur la patrie et le drapeau des propos « impies ».]

Plusieurs professeurs de l'Université (j'étais du nombre) vinrent au Palais de justice d'Auxerre témoigner en faveur de Gustave Hervé. Défendus par Aristide Briand, avec une incomparable éloquence, les rédacteurs du Pioupiou furent tous acquittés. — G. T.]

Je vous dois une réponse, cher maître. Je dis *cher*. Si détestable que me paraisse votre erreur présente, je ne saurais oublier combien nous furent précieuses vos leçons de scepticisme et d'ironie. Vous fûtes de ceux qui nous apprirent l'irrespect et le doute libérateur; consciemment ou non, par vos négations et vos dédains, vous avez éveillé dans nos âmes le sens révolutionnaire. Et si nous sommes assez clairvoyants à cette

81P 2884

heure pour apercevoir la misère et le néant de tout ce que représente le mot de *nationalisme*, il faut avouer que nous vous en sommes quelque peu redevables. Je ne sais s'il vous arrive aujourd'hui de regretter votre œuvre première, mais ne serions-nous pas injustes de n'en pas reconnaître le bienfait?

Certes, plus vive fut notre sympathie pour ce Fantasio qu'Anatole France nous montrait jadis « pêchant à la ligne les perruques vénérables », plus nous sommes affligés présentement de le voir coiffé non seulement d'une perruque, mais d'un bonnet à poil. Nous vous savons gré pourtant des services spirituels qu'autrefois nous rendit le marchand de sourires : il vous sera beaucoup pardonné, parce que nous vous avons beaucoup aimé. Et sans aller jusqu'à vous remettre vos fautes, nous demeurons capables de nous souvenir que vous avez préparé l'antidote avant de verser le poison...

Il y a six ans, un jeune professeur, exilé dans le plus lointain de nos chefs-lieux, vous regardant comme un homme d'esprit libre et de volonté bonne, vous fit l'honneur de vous choisir comme confident et directeur de conscience. Un matin, vous reçûtes une lettre qui disait :

« Je suis très loin, très seul. J'habite tout près du ciel, dans le vent. J'ai une fenêtre au nord, d'où j'aperçois les Cévennes toutes noires; j'ai une autre fenêtre au sud, d'où j'aperçois les Pyrénées toutes blanches. Aux Cévennes je confie mes pensées, aux Pyrénées je dis mes rêves : le vent les emporte... Cependant les fonctionnaires jouent au whist.

« Et voici que j'éprouve le besoin de vous écrire. J'ai dessein de vous parler comme je parle à mes montagnes, de noter au jour le jour tout ce qui passe dans ma rue, dans le ciel, dans mon âme. C'est vous dire que je n'attends point de réponse : il me suffira de monologuer. Ce sera comme la partie de whist que je ne veux point faire : vous serez le mort... »

Vous me fîtes la grâce de me répondre, et l'entretien s'engagea, *sub specie æternitatis*. De ce commerce épistolaire, qui dura trois ans, j'ai gardé de savoureux autographes et d'exquis souvenirs. Vous rappelez-vous ce temps, cher maître, où j'essayais ingénument de vous convertir au socialisme?

Un jour, il advint que l'on découvrit l'innocence de M. Dreyfus. Et par une étrange contradiction, certaines gens, qui prétendaient défendre l'honneur de l'armée, refusèrent d'admettre qu'un capitaine d'état-major avait pu ne pas trahir sa patrie. En vous attribuant une pareille mentalité, j'aurais cru vous faire injure. Aux vacances de Pâques — c'était en 1898, — j'accourus à Paris; j'allai vous voir. Nécessairement, nous parlâmes aussitôt de l'Affaire. Quelle ne fut pas ma surprise d'apprendre que vous n'étiez pas des nôtres!

Nous en vîmes tout de suite aux grands mots. Si je n'étais par fermement convaincu, disiez-vous, qu'un officier de l'armée française avait vendu les plus notables secrets de la défense nationale, c'est que je manquais du plus élémentaire patriotisme. Je ne découvris point sur-le-champ le rapport de ces deux phénomènes; mais j'eus l'imprudence de confesser que je rêvais avec la

plupart des honnêtes gens la suppression des armées permanentes et la fraternité des peuples.

Ces aveux vous causèrent une émotion imprévue. Le surlendemain, le *Figaro* m'informa que vous déploriez « une sensible diminution du patriotisme chez les générations montantes ». Vous la constatiez notamment chez les « rédacteurs de jeunes revues et les jeunes professeurs de philosophie ». Et commentant avec amertume quelques-unes de mes banales réflexions, vous alliez jusqu'à nous traiter, mes camarades et moi, de « pâles intellectuels » et de « fils de la défaite », comme si nous étions responsables de cette contingence.

Je crus opportun de vous offrir quelques éclaircissements supplémentaires. Le jour même, vous ayant rencontré dans les couloirs de la Comédie-Française, je vous dis :

— Vous nous avez prêté des opinions qui ne sont pas les nôtres, ou du moins vous les avez présentées sous une forme déplaisante. Puisque vous mettez en cause les « jeunes professeurs de philosophie », vous comprendrez sans peine qu'il nous importe de nous expliquer et, s'il y a lieu, de nous justifier. S'il est exact que nos propos vous « ulcèrent », vous aurez plaisir à constater que vous vous êtes mépris sur leur véritable sens...

Et tranquillement j'ajoutai :

— Vous allez me donner un mot, et de votre part, je vais porter au *Figaro* une réplique à votre réquisitoire.

Je vous vois encore lever les bras.

— Y songez-vous? Le *Figaro* est très nationaliste (il l'était en effet, ce mois-là)⁽¹⁾; jamais on ne

(1) Et il l'est redevenu.

vous permettra d'y exposer vos abominables théories...

— La question n'est-elle pas justement de savoir si elles sont, oui ou non, abominables? J'attends de votre honnêteté le moyen de faire éclater la nôtre et de vous rassurer du même coup sur la nature de nos desseins.

Mais vous ne vouliez pas être consolé. Et voilà bientôt quatre ans que j'attends une occasion favorable pour vous répondre. Je ne pouvais en souhaiter de meilleure que le procès du *Pioupiau de l'Yonne*. Négligeant les injures et les calomnies de la presse cléricale, je veux dire ici, d'une voix calme, ce que, dans quelques jours, au nom d'un grand nombre de mes collègues, instituteurs ou professeurs, j'irai redire aux jurés d'Auxerre : l'Université républicaine est plus que jamais résolue à revendiquer tout son droit de penser, de parler et d'écrire. Elle n'admet pas plus le catéchisme des bourgeois que celui des Cordicoles.

Vous écriviez naguère cette chose effrayante : « Il y a des ignorants et des instinctifs dont beaucoup, dans ces derniers temps, ont perdu l'appui des croyances religieuses. Qu'il serait à souhaiter que pour tous ces gens-là l'amour de la patrie devînt l'équivalent moral de la foi confessionnelle qu'ils n'ont plus! »

Non, nous qui avons l'orgueilleuse prétention de parler le langage de la pensée, nous ne saurions admettre que sous couleur de compassion, l'on cherchât à substituer aux mensonges du prêtre une imposture nouvelle. Notre anticléricalisme est assez réfléchi pour combattre tous les dogmes, confessionnels ou séculiers. Le patriotisme n'est

pas une religion, la patrie n'est pas une idole : c'est une idée, qui relève, comme toutes les idées, de la raison souveraine.

Cela posé, je n'aurai pas de peine à vous remonter l'excellence de nos intentions. Je suis sûr que vous ne me ferez pas l'inutile affront de mettre en doute ma bonne foi et ma bonne volonté. Vous le savez bien, ou si vous l'ignorez encore, vous serez ravi de l'apprendre : ceux qu'on nomme les « Sans-Patrie » aiment autant que vous leur pays. Il y a seulement diverses façons de l'aimer. Je me propose de vous expliquer la nôtre. Et les douze braves gens devant lesquels vont comparaître nos camarades seront tout étonnés de voir que nous ne sommes ni des chenapans, ni des énergumènes, mais bien des hommes sincères, raisonnables et doux.



Négligeons, s'il vous plaît, les lieux communs accessoires. Si je ne me trompe, voici la question de principe sur laquelle nous n'arriverons jamais à nous entendre :

Rationalistes impénitents, nous refusons d'admettre que le patriotisme soit une *religion*. Vous dites au contraire (*Figaro* du 14 avril 1898), parlant de nous : « Ils ne comprennent pas que notre amour pour l'armée et pour la France a toute la profondeur et le caractère *anticritique* d'un sentiment *religieux*. »

De même, M. Brunetière développe cette thèse : le patriotisme a ses raisons que la raison ne connaît pas. Et il nous démontre en trois points que

nous devons l'accepter comme une consigne surnaturelle : nous n'avons pas à ratiociner, si ce n'est pour bien nous convaincre avec M. Brunetière, qu'en cette matière toute spéculation est non seulement inopportune, mais impie. L'idée de patrie, nous dit-il, a un « fondement mystique ». Ne cherchons pas à comprendre : « le principe de sa force est dans ce qu'on trouve en elle qui résiste à l'analyse, d'irréductible à autre chose, d'obscur et de mystérieux ».

En d'autres termes, comme notre sainte mère l'Eglise, notre sainte mère la Patrie exige de nous une créance aveugle. *Credo quia absurdum* : l'absurdité même du mystère ne peut qu'affermir notre foi.

— Quoi ! dira-t-on, c'est là tout ce qui vous divise ? Autant se chercher noise sur la plus heureuse façon de manger les œufs à la coque. Qu'importe cette différence d'interprétation ? Donnez à votre patriotisme le « fondement » que vous voudrez ; qu'il soit inspiré par la raison, le sentiment ou l'instinct, cela n'a qu'un intérêt secondaire et théorique. L'essentiel, c'est que nous aimions tous notre pays.

— Non, ce n'est pas là l'essentiel. Il n'est pas besoin d'être grand clerc en effet pour concevoir que de ces principes différents, l'un rationnel et l'autre « mystique », découleront des conséquences divergentes, qu'à chaque heure nos convictions contraires nous remettront aux prises, et qu'il est des formes de l'amour plus dangereuses que la haine. Nous n'aimons la patrie qu'en ce qu'elle a d'aimable ; vous autres, nationalistes, vous l'aimez surtout dans ses verrues...

Pourquoi donc tenez-vous si fort à résoudre ainsi la claire notion de patrie en brouillard mystique ? Pourquoi rêvez-vous d'établir, comme le demandait jadis Marie-Joseph Chénier, une religion laïque de la patrie, « mère et divinité commune » ?

Vous nous l'avez dit sans fard : parce que les humbles ont cessé de croire, et qu'il convient de leur proposer une foi neuve. J'imagine volontiers qu'un sentiment de miséricorde vous dicta ce langage ; mais vous conviendrez que d'autres, parlant de même, peuvent obéir à des mobiles beaucoup moins généreux. Et ceux-là songeront, s'ils n'osent le dire crûment :

— Il faut de la religion pour le peuple. La croyance au Dieu de l'Evangile, c'était comme le paratonnerre du régime bourgeois. Dans le temps qu'il enseignait la résignation, l'ignorance et la servitude, le prêtre était complice du capitaliste et justifiait tous ses crimes. Mais voici que les pauvres gens commencent à ne plus prendre au sérieux les imaginations surnaturelles. C'est très dangereux, car, ainsi que le proclame avec sérénité Chateaubriand, « un état politique où des individus ont des millions de revenus, tandis que d'autres individus meurent de faim, ne peut subsister, quand la foi n'est plus là avec ses espérances hors de ce monde pour expliquer le sacrifice ». Pour sauver la caisse, forgeons vite au peuple une nouvelle idole : célébrons le *culte* de la patrie.

Invention merveilleuse ! La religion patriotique a sur la catholique cet avantage incontestable que non seulement elle enseigne la résignation, mais qu'elle ménage tous les moyens de l'imposer. Elle

offre à la bourgeoisie le plus sûr instrument de règne, l'armée. Celle-ci est aussi précieuse pour l'usage externe que pour l'usage interne. Au pays des noirs, des jaunes ou des rouges, elle permettra d'ouvrir à coups de fusil des débouchés au commerce et à l'industrie nationalistes ; et sur ces lointains rivages, comme « l'anticléricisme n'est pas un article d'exportation », les deux religions, la catholique et la patriotique, la mère Eglise et la mère Patrie, le bayado évangélique et le canon civilisateur pourront collaborer à la même œuvre d'asservissement et d'exploitation.

D'autre part, dans la patrie même et au nom même de la patrie, l'oligarchie bourgeoise, pour mieux défendre ses privilèges, armera la moitié du peuple contre l'autre moitié. Puisque le gendarme divin ne fait plus peur à personne, voici des milliers de soldats qui vont veiller sur le capital, prévenir toute velléité révolutionnaire. Ainsi se vérifie cet autre mot de Chateaubriand : « Essayez de persuader au pauvre, lorsqu'il ne croira plus, qu'il doit se soumettre à toutes les privations, tandis que son voisin possède mille fois le superflu : *pour dernière ressource, il vous le faudra tuer.* » C'est pourquoi nous ne saurions nous passer d'armées permanentes.

Et c'est aussi pourquoi M. Brunetière, s'il me passe cette locution familière, ne veut pas qu'on « débine le truc ». Ni vu ni connu, je t'embrouille. Si ces gens-là s'avisent de vouloir comprendre, il n'y aura plus moyen de les faire marcher.

Eh bien ! non, nous ne « marcherons » plus ; ou si nous marchons, nous ne voulons plus aller à l'aventure ; nous voulons savoir où nous allons,

et pourquoi nous y allons. Le « mysticisme » de M. Brunetière n'est qu'une mystification grossière ; et nous répétons avec votre maître Renan : « Les hommes appliqués veulent porter en ces matières quelque raison et démêler les confusions où s'embrouillent les esprits superficiels. »

La critique ira-t-elle jusqu'à nier la patrie ? Vous savez bien que non. Elle nous permettra seulement de dissiper les équivoques et les mensonges, de définir ce « patriotisme rationnel » dont nous entretenait naguère M. Aulard. Elle nous permettra de distinguer nettement le patriotisme et le *vivélarmisme* que vous avez l'air d'identifier subrepticement dans la phrase que j'ai citée : « Ils ne comprennent pas que notre amour pour l'armée et pour la France a toute la profondeur d'un sentiment religieux... » Non, certes, nous ne comprenons point.

Et si nous n'admettons pas le « culte » de la patrie dans le sens obscurantiste où vous l'entendez, nous admettons encore moins le culte du sabre. Les fonctionnaires armés préposés à la défense nationale n'exercent pas plus un « sacerdoce » que les commis des contributions indirectes. L'« ombre du drapeau » ne sanctifie pas plus leurs gestes qu'elle n'obscurcit nos intellects. Ce bout de soie polychrome n'a lui-même rien de « sacré », même quand il porte l'image du Sacré-Cœur ; il n'est à nos yeux respectable, que dans l'exacte mesure où il symbolise la Raison, la Justice et la Liberté. C'est dire que de notre critique se dégage un patriotisme épuré, plus clair, plus large et plus fort.



Mais si nous répudions le patriotisme mystique, oraculaire, *clérical*, il nous reste à définir — vous allez voir comme c'est simple — ce que nous appelons le patriotisme rationnel. Et vous allez voir aussi combien nous sommes conciliants.

Tout ce que nous demandons, en somme, c'est de ne pas nous représenter uniquement la France sous l'espèce d'une arquebuse, c'est de ne pas nous en tenir, comme parlait jadis M. Barrès, à « cette conception trop étroite de la patrie, réduite à l'idée que doit s'en faire un sergent de recrutement. » Et vous-même, vous avez dit : « Quand le patriotisme se manifeste chez nous, c'est trop souvent sous une forme agressive, brutale, un peu sottement belliqueuse, — à peu de frais d'ailleurs... »

A peu de frais ? A qui donc songiez-vous en écrivant cela ? N'était-ce pas à M. Déroulède, dont vous aviez si joliment raillé l'exaltation chauvine et les médiocres écritures ? Si ce n'était pas à M. Déroulède, ce ne pouvait être qu'à M. Coppée.

Après avoir éliminé le facteur mystique, il va nous devenir facile de dissocier les deux concepts de sabre et de patrie. Pour ne pas risquer de les confondre, nous reparlerons une autre fois, si vous le voulez bien, du « devoir », ou plus exactement de l'obligation militaire. Quant au patriotisme, l'analyse de M. Brunetière y découvre deux autres éléments — ou « fondements » : l'un *naturel*, l'autre *historique*.

Le fondement naturel ? Ça va tout seul. Nous reconnaissons volontiers que l'amour du sol natal est un sentiment primitif, irréductible, nécessaire et légitime comme l'égoïsme, dont il n'est qu'une forme dérivée. Avec vous et M. Barrès,

nous en goûtons les qualités esthétiques. Comme vous, nous aimons filialement notre village ; comme vous, par delà l'horizon, nous sommes capables de nous représenter la carte de France, et nous estimons à son prix cette image hexagonale.

Seulement, cet amour du sol « qui nous vit naître » ne nous inspire nullement l'impérieux besoin de massacrer, quand nous sommes de loisir, ceux qui là-bas, derrière l'horizon, de l'autre côté de la montagne ou du fleuve, cultivent leur jardin comme nous cultivons le nôtre. De ce patriotisme élémentaire, on ne saurait déduire l'instinct belliqueux qui fait les conquérants, ni même ce goût des voyages aux lointains pays qui fait les colons. Si nous aimons vraiment notre village, nous n'avons qu'un désir : c'est d'y mener une existence paisible et d'y trépasser de notre belle mort, le plus tard qu'il se pourra. N'est-ce point le sort le plus beau, le plus digne d'envie ?

C'est justement au nom de ce patriotisme naturel, inoffensif, humain — j'ai failli écrire « humanitaire » — que les citoyens d'humeur pacifique ont coutume de protester contre les grossièretés et les imbéciles provocations du chauvinisme. Toute menace de boucherie internationale ne troublerait-elle pas leur quiétude ? Ne reprochez pas à ces braves gens leur défaut de bravoure. En somme, ils entendent le patriotisme, comme vous l'entendiez vous-même il y a quelque dix ans ; pour vous faire honte et nous faire plaisir, relisons cette page exquisement française : « Quand j'entends déclamer sur l'amour de la patrie, nous disiez-vous, je reste froid, je renfonce mon amour

en moi-même avec jalousie, pour le dérober aux banalités de la rhétorique, qui en feraient je ne sais quoi de faux, de vide et de convenu. Mais quand, dans un cercle familial, je sens et reconnais la France à l'agrément de la conversation, à l'indulgence des mœurs, à je ne sais quelle générosité légère, à la grâce des visages féminins ; quand je traverse, au soleil couchant, l'harmonieux et noble paysage des Champs-Élysées ; quand je lis quelque livre subtil d'un de mes compatriotes, où je savoure les plus récents raffinements de notre sensibilité ou de notre pensée ; quand je retourne en province, au foyer de famille, et qu'après les élégances et l'ironie de Paris, je sens autour de moi les vertus héritées, la patience et la bonté de cette race dont je suis ; quand j'embrasse, de quelque courbe de la rive, la Loire étalée et bleue comme un lac, avec ses prairies, ses peupliers, ses îlots blonds, son ciel léger, la douceur épandue dans l'air, et non loin, dans ce pays aimé de nos anciens rois, quelque château ciselé comme un bijou, qui me rappelle la vieille France, ce qu'elle a fait et ce qu'elle a été dans le monde ; alors je me sens pris d'une infinie tendresse pour cette terre maternelle où j'ai partout des racines si délicates et si fortes. Je songe que la patrie, c'est tout ce qui m'a fait ce que je suis ; ce sont mes parents, mes amis d'à présent et d'autrefois et tous mes amis possibles ; c'est la campagne où je rêve, le boulevard où je cause ; ce sont les artistes que j'aime, les beaux livres que j'ai lus. La patrie, c'est moi-même au complet... »

Nous ne saurions mieux répondre aux « Vaten-

guerre » qui sont devenus vos amis. En ce temps-là, vous pouviez très bien nous entretenir de la patrie, sans qu'il vous parût indispensable de l'identifier avec l'armée, — dont vous ne soufflez mot; en ce temps-là, ô « pâle intellectuel », pour vous concevoir « au complet », vous n'aviez nul besoin d'un bonnet à poil ⁽¹⁾.



Reste le « fondement historique », et il faut avoir toute l'intrépidité de M. Brunetière pour oser écrire : « On n'entendait pas l'idée de patrie autrement à Athènes ou à Rome que de nos jours à Paris ou à Londres. » Ce qui n'est pas moins extraordinaire, c'est d'ajouter que la « patrie française date au moins de la *Chanson de Roland* ».

Certes, il ne m'appartient pas d'apprendre à mon ancien maître de littérature le peu que je sais d'histoire. Mais s'il est vrai, comme l'assurait l'auteur de la *Vie des mots*, que « les langues sont autant de miroirs où viennent se réfléchir les habitudes d'esprit et la psychologie des peuples », j'aimerais qu'un jeune philologue, également cu-

(1) Surtout, n'invoquez pas Darwin pour soutenir que « la guerre est dans la nature ». Je vous renverrais au livre où C. Bouglé montre si précisément l'abus que l'on a fait des théories évolutionnistes, et les sottises qu'en ont déduites les idéologues bourgeois (*La Démocratie devant la science*). Ne calomnions pas la nature : elle ne fait pas de sabres.

De ce que nous aimons « naturellement » notre pays, il ne résulte point que la « nature » nous incline irrésistiblement à fusiller nos voisins, qui comme nous, sans doute, préfèrent mourir de leur mort « naturelle ». Pour mieux prouver à ma mère mon amour filial, suis-je tenu d'égorger toutes les mamans des alentours ?

rieux de l'avenir et du passé, nous retraçât l'histoire du mot de *patrie*, ne fût-ce que pour dissiper quelques équivoques déplaisantes.

Autant que j'en puis juger, c'est un mot d'origine savante. On s'en est passé jusqu'au quinzième siècle. A cette époque, il était encore d'un emploi très rare, et les deux ou trois exemples qu'on en peut citer montrent bien qu'il avait un sens tout différent de celui que nous lui prêtons. En réalité, l'acte de naissance du mot *patrie* ne fut établi qu'au seizième siècle et ce fut Du Bellay qui le signa.

Quand reverrai-je, hélas, de mon petit village
Fumer la cheminée, et en quelle saison
Reverrai-je le clos de ma pauvre maison
Qui m'est une province et beaucoup davantage ?

Le poète qui sut assembler ces suaves syllabes, pour nous dire comme il aimait son village, fut le digne parrain du mot de *patrie*. Et si l'on veut lui restituer son vrai sens, il convient de relire les vers délicieux qui chantent « la douceur angevine ».

Quand sur les rives du Tibre Du Bellay songeait à sa patrie, ce mot n'éveillait pas en son âme d'images guerrières, mais de paisibles et riants souvenirs. Vous savez comme il détesta la « discorde inhumaine » et « l'horreur que Bellone à la guerre conduit » ; vous savez comme il célébra « la Paix, nourrice des humains, ombrageant ses cheveux d'un rameau d'olive »... A Rome, ce qu'évoquait sa mémoire nostalgique, c'était la petite maison qu'avaient bâtie ses pères, le toit d'ardoise fine lustré par les averses, qu'au retour de voyage on voit reluire au soleil, du haut de la

colline prochaine ; c'était le mince filet de fumée qui monte en oscillant dans l'air limpide et se déroule en écharpes paresseuses ; c'était le « Loyre gaulois » aux rives fleuries, mêlant son murmure d'eaux vives au frisselis des peupliers et des saules ; c'était le ciel d'Anjou, gris et bleu, qui semble aussi d'ardoise fine ; c'étaient les chansons et les rires, et les baisers des filles de son pays...

Il est cependant remarquable qu'à l'origine, malgré le charme de cette glose que furent les poèmes des *Regrets*, le vocable nouveau n'eut qu'un succès très médiocre. Les « intellectuels » d'alors le regardèrent comme un néologisme pédant et inutile. Charles Fontaine grogna : « Qui a païs n'a que faire de patrie. » Et l'on pourrait soutenir, il est vrai, sans être soupçonné de desseins pervers, que le mot de pays est doux aux lèvres, et qu'à la rigueur il suffit pour exprimer tout ce qu'il y a d'honnête dans l'âme d'un patriote.

L'auteur du *Quintil Horatian* ajoutait, du même ton maussade : « Le nom de patrie est obliquement entré en France, nouvellement avec les autres *corruptions italiques*. » Charles Fontaine, en effet, n'estimait point qu'il fût nécessaire d'enrichir l'idiome national par des emprunts aux langues étrangères ; et lorsqu'il prétendait ainsi proscrire le « nom de patrie », n'est-il pas remarquable qu'il obéissait à un sentiment du nationalisme le plus authentique ?



L'histoire de *patriotisme* n'est pas moins curieuse. Si nous tenons *patrie* des Italiens, c'est aux Anglais que nous sommes redevables de *patrio-*

tisme ; du moins, nombre de philologues l'assurent. Le premier, Saint-Simon donna au mot « patriote » le sens qu'il a de nos jours, et ce fut pour l'appliquer à Vauban. Est-ce parce que Vauban fut un grand homme de guerre ? Non, mais parce qu'il écrivit la *Dîme royale*. « Patriote comme il l'était, dit Saint-Simon, Vauban avait toute sa vie été touché de la misère du peuple et de toutes les vexations qu'il souffrait. » Vauban n'eut de cesse que du jour où il crut avoir trouvé, par un système d'impôt qui nous apparaît comme l'ébauche originale de tous les projets d'impôt sur le revenu, « le remède à un accablement qui augmentait son poids chaque jour ». Son livre ne fut-il pas vraiment d'inspiration socialiste ? Et n'est-il pas intéressant de noter qu'en France, dès le premier jour, patriotisme fut synonyme d'esprit démocratique ?

De même, au temps de la Révolution, on appela « patriotes » les citoyens qui avaient « embrassé la cause de la liberté ». Le patriotisme, c'était la « guerre aux tyrans » ; et l'armée, devenue nécessaire, ne fut que le moyen de faire triompher au delà des frontières les principes du libéralisme et d'affranchir les peuples opprimés :

Amour sacré de la *patrie*
Conduis, soutiens nos bras vengeurs :
Liberté, liberté chérie,
Combats avec tes *défenseurs*...

« Quand la liberté a disparu, il reste un pays, il n'y a plus de patrie. » Ce centon de Chateaubriand définit très précisément le patriotisme révolutionnaire. Et l'on peut dire que le manifeste du parti socialiste contre le tsarisme et les fêtes franco-

de tous les droits que les peuples ont en commun ; en chérissant avant tout sa propre patrie, il laisse déborder ses sympathies au-delà des races, des langues, des frontières. Ce fut celui des hommes de 89.»

Et Sully-Prudhomme nous l'a dit mieux encore :

Je tiens de ma patrie un cœur qui la déborde,
Et plus je suis Français, plus je me sens humain...

Voilà pourquoi tous nos instituteurs vont dire demain aux enfants de France : « Aimez votre patrie, mais sachez bien toujours pourquoi vous l'aimez et ce que vous aimez en elle. Tout ce que nous rapporte l'histoire n'est pas également digne d'admiration. Le passé nous montre deux France : l'une est celle de l'Inquisition, de la Saint-Barthélemy, des dragonnades, des guerres de Louis XIV et de Napoléon, c'est la France belliqueuse, obscurantiste et barbare ; ce n'est point là votre patrie. L'autre, c'est la France de tous les savants, de tous les penseurs, de tous les artistes, dont le génie éveilla vos idées et vos rêves, c'est la France qui fut pour le monde une institutrice de liberté, c'est la France humaine ; nous ne connaissons pas d'autre patrie. »

N'est-il pas lamentable que ces banalités paraissent aujourd'hui révolutionnaires ? Et si Socrate revenait parmi nous en proclamant qu'il est citoyen de l'univers, le condamnerait-on derechef à boire la ciguë ?

On disait naguère : « Tout homme a deux patries, la sienne, et la France. » S'il vous plaît qu'on le dise encore, il faut que la réciproque soit vraie : « Tout Français a deux patries, la sienne — et le monde. »



II

Quel serait en cas de guerre le devoir socialiste ?

Il faut aimer la patrie, mais il faut
que la patrie nous aime.

Gustave LANSON.

Léon Vazy, mon camarade révolutionnaire, n'est pas content de moi. Et il ne me l'a pas envoyé dire ; il est venu lui-même me le signifier en ces termes :

— Alors, quoi ? Tu lâches Hervé, toi aussi ? Tu es donc candidat quelque part ?

La question m'a remis en mémoire un propos notable de Gabriel Deville. C'était il y a trois ans, le jour des élections législatives. Dans les bureaux de la *Petite République*, nous attendions avec une curiosité passionnée les résultats du scrutin, et, comme les premières nouvelles de province étaient excellentes, tous les militants accourus en témoignaient une bruyante allégresse. Seul Gabriel Deville, assis dans un coin, le front lourd, strié de rides, semblait ne prendre aucune part à la joie générale. Et cela, d'ailleurs, était assez naturel, puisqu'il venait d'être battu dans le quatrième arrondissement.

Bien que je le connusse à peine, je crus convenable de lui adresser quelques paroles de condoléance et de réconfort. Il leva la tête, me regarda de travers, d'un œil sombre, et grogna : « C'est votre faute ! — Ma faute ? répétais-je, abasourdi. — Oui, fit-il, avec un accent d'inexprimable amertume, c'est vous qui nous avez amené Gustave Hervé ; c'est vous qui nous avez jeté le *Sans-patrie* dans les jambes... » M. Gabriel Deville faisait allusion par là aux divers articles que j'avais publiés dans la *Petite République* pour défendre le professeur d'histoire du lycée de Sens contre M. Georges Leygues et l'archiprêtre Olivier. Certes, en les écrivant, j'étais à mille lieues de me douter que j'allais compromettre si peu que ce fût le succès électoral de M. Gabriel Deville. Je n'ai pas besoin d'ajouter que, si j'avais pu prévoir cette déplorable conséquence et tous les effets subséquents, je me serais empressé d'applaudir avec tous les journaux réactionnaires à la révocation de mon collègue, et je n'aurais eu garde surtout de revendiquer pour les professeurs et les instituteurs je ne sais quels droits civiques dont ils n'ont que faire.

L'autre jour, lorsque Gustave Hervé a cru devoir lancer sa petite bombe au meeting de Tivoli, je gage que M. Deville a dû se dire : « Cet intellectuel du Danube n'en fait jamais d'autres, et certainement il le fait exprès pour embêter les élus. » Car M. Deville n'est pas un idéologue assez chimérique pour oublier que nous sommes à la veille des élections générales.

— Non, répondis-je à notre camarade Vazy, je ne suis candidat nulle part ; je n'en suis pas encore

à mesurer la valeur d'une idée au nombre de voix qu'elle représente. Mais j'ai trop défendu la liberté de penser en la personne de Gustave Hervé pour n'avoir pas acquis le droit de penser autrement que lui. Souffre que j'en use...

— Mais enfin, s'écria Vazy, Hervé n'a rien dit de plus que le couplet de l'*Internationale* qu'on chante à présent dans toutes les cérémonies officielles, devant les autorités civiles et militaires :

Appliquons la grève aux armées :
Crosse en l'air, et rompons les rangs !
S'ils s'obstinent, ces cannibales,
A faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux...

— Hervé n'a rien dit de plus, assurément ; il a même dit beaucoup moins, et il faut, en somme, le féliciter de sa discrétion, car il ne nous parle plus de fusiller nos « propres généraux », ni même d'« appliquer » la grève aux armées : il lui suffit pour l'instant de conseiller l'abstention aux réservistes, et tu trouveras peut-être, ô révolutionnaire, qu'il y a là un excès de réserve.

— Sans doute ; mais si Gustave Hervé se borne à mettre l'*Internationale* en prose, qu'est-ce donc qui vous scandalise et qu'est-ce que vous lui reprochez ?

— Ce que je reproche à ce couplet de l'*Internationale*. Car je te confesse courageusement que je n'ai le moindre goût ni pour ce genre de poésie, ni pour le genre de sport qu'elle recommande. Certes, je travaille de toutes mes forces, de tout mon cœur à supprimer les généraux ; mais je ne l'entends point comme le bon Potier, et je n'ai pas la

candeur de me figurer qu'en les massacrant, nous en finirions avec la guerre. Si j'avais connu l'auteur de l'*Internationale*, j'aurais eu plaisir à lui présenter ces simples objections : « Lorsque tu auras assassiné ton général, poète ingénu, crois-tu donc qu'on ne t'en donnera pas un autre aussitôt ? Ton beau coup de fusil n'aura d'autre résultat que de faire monter en grade ton colonel et les officiers subalternes. Tu auras travaillé à leur avancement, mais toi, mon bonhomme, tu n'en seras pas plus avancé, ni tes idées. Et c'est peut-être que, si tes idées sont excellentes, tu n'emploies pas la meilleure méthode pour les répandre. Que penserais-tu d'un végétarien qui, voulant te convaincre qu'il est abominable de tuer les animaux pour se nourrir de leur chair, te proposerait en chantant d'assassiner tous les bouchers du pays ? Pour supprimer la peine de mort, vas-tu soutenir qu'il est nécessaire et suffisant d'égorger M. Deibler ? Ta méthode antimilitariste n'est pas moins naïve. Si nous désirons mettre fin aux tueries, commençons nous-mêmes par ne tuer aucun de nos semblables, eût-il le chef orné de plumes d'autruche ; n'assassinons personne, fût-ce pour mieux démontrer que nous avons horreur du sang. Et puis, entre nous, camarade, si tu destines tes balles à tes propres généraux, il serait d'un antimilitarisme équitable d'en réserver quelques-unes pour les généraux ennemis, qui, selon toute apparence, ne nourrissent pas à ton égard de sentiments moins homicides. »



Vazy, qui m'écoutait distraitemment, ou ne voulait pas comprendre, observa :

— Je te croyais antimilitariste.

— C'est justement parce que je le suis que les paradoxes d'Hervé me répugnent. Si la guerre éclate, nous dit-il, il prêchera la désertion aux réservistes, et provoquera une insurrection. Sa théorie tient dans cette maxime étrange : « Si tu veux la paix, prépare la guerre civile. » Au moins, voilà un apôtre de la fraternité universelle, dont Clemenceau ne pourra pas dire qu'il « bêle la paix » ; celui-là, vraiment, il l'aboie, il la rugit... Mais ses rugissements ne m'ont pas encore convaincu, et je t'avoue que je ne puis concevoir sans contradiction ce pacifisme sanguinaire. Comment un professeur d'histoire néglige-t-il à ce point les leçons de l'expérience ? Le fusil de l'insurgé, dirait M. Prudhomme, a toujours appelé le sabre de César. Je suis trop antimilitariste pour approuver une thèse qui justifierait présentement les armées permanentes, et qui, par la suite, servirait d'excuse à tous les abus de la force.

Vazy souriait avec indulgence. Il répliqua :

— Je t'estime trop pour te croire sincère. Au fond, tu ne penses pas un mot de ce que tu dis ; mais tu es professeur de l'Université, et je comprends ta prudence... Il n'y a plus aucun danger à se dire anticlérical ; au contraire... Maintenant, c'est très bien porté, et ça rapporte.

— Crois-tu ?

— Oui, manger du curé, c'est très nourrissant. L'école sans Dieu, parfait ; mais l'école sans patrie, holà ! Ça n'aurait pas vingt voix à la Chambre. Alors, tenons-nous tranquilles, et attendons avec

patience que la raison ait la majorité pour convenir qu'elle a raison... Car enfin, entre nous, tu ne peux pas nier que Gustave Hervé ait raison : nous savons ce que valent les conférences de La Haye, les tribunaux d'arbitrage et les congrès de la Paix présidés par le vénérable Frédéric Passy ; il n'y a qu'un moyen sérieux d'empêcher la guerre, c'est de dire : « Si on m'appelle pour assassiner mon voisin, je ne marche pas. » Là-dessus, les bourgeois s'écrient : « Voilà des gens très dangereux ; ils ne veulent plus tuer personne. » Laissons crier les bourgeois, mais ayons au moins la pudeur, nous socialistes, de ne pas faire chorus avec eux. Je m'explique fort bien que tu n'oses pas applaudir au langage d'Hervé ; et pourtant...

— Pourtant ?

Vazy eut un grand geste d'illuminé :

— Comme ce serait chic, un professeur ou un instituteur qui aurait la franchise et la vaillance de dire tranquillement à ses concitoyens : « Vous m'avez chargé d'enseigner la raison à vos enfants ; eh bien ! je serais indigne de leur confiance et de la vôtre, je me mépriserais moi-même, si je ne saisisais pas toutes les occasions de répéter qu'il est déraisonnable et criminel de contraindre nos jeunes hommes, sous prétexte de compléter leur éducation, à passer deux ans dans ces écoles normales d'assassinat qu'on nomme casernes ; je dois à ma raison et à ma conscience de proclamer bien haut, quoi qu'il puisse m'advenir, que votre patriotisme me fait horreur, car, sous les euphémismes ou les hyperboles dont on le décore, je retrouve toujours l'apologie du carnage, la même odeur de sang... Révoquez-moi, fusillez-moi ; mais rien ne

m'empêchera de voir et de montrer à ceux qui ne l'ont pas encore aperçue cette vérité lumineuse, éblouissante : la guerre est le fruit naturel et sans cesse renaissant du patriotisme. » Ah ! le professeur qui dirait cela, évidemment on lui fermerait vite la bouche, et il ne trouverait de défenseurs ni au Parlement ni dans la presse socialiste. Tous nos politiques, dont il dérangerait les petites combinaisons, le traiteraient d'énergumène et d'échauffé ; mais cela même ajouterait à la valeur, à l'autorité de son verbe... Quelle haute et dédaigneuse leçon aux arrivistes du parti, à tous ces empoisonneurs qui accommodent notre idéal à la sauce bourgeoise ; quelle voluptueuse fierté à sentir que l'on a fait délibérément le sacrifice de sa vie pour prononcer une parole nécessaire...



— La soif du martyr, quoi ! Mais observe, mon cher Vazy, qu'avec le lyrisme en moins, et sans le cabotinage du « beau geste », c'est exactement ce que font aujourd'hui à peu près tous les instituteurs de France. Car, au fond, ce n'est pas à la patrie que tu en as, mais à la guerre, ou, si tu veux, au patriotisme qui commande : « Massacrez-vous les uns les autres ! » Ce patriotisme-là, le patriotisme carnassier, il n'est pas besoin de « faire le sacrifice de sa vie » pour le dénoncer comme abominable et malfaisant. Oui, appliquons-nous à « déshonorer la guerre », comme disait Victor Hugo, mais parce qu'on déteste la guerre, est-ce une raison pour ne pas aimer son

pays ? Au patriotisme nationaliste opposons et substituons le patriotisme rationaliste...

Vazy haussa les épaules.

— Je te voyais venir. Qu'est-ce donc que ton patriotisme rationaliste ?

— Le mot le dit assez, je pense : c'est un patriotisme raisonnable et raisonné, conscient, réfléchi, clairvoyant...

— Celui que tu l'essayais à définir dans tes lettres à Jules Lemaitre, lors de la première affaire Hervé ; et tu as si bien réussi à distinguer ton patriotisme du sien, que Jules Lemaitre t'a répondu : « Je signerais vos articles. »

— Pardon ; il m'a écrit qu'il les signerait « presque ».

— Et cela n'a pas suffi pour te dessiller les yeux ? Marx et Engels disaient nettement et fortement : « Les ouvriers n'ont pas de patrie ; on ne peut pas leur ôter ce qu'ils n'ont pas. » Ce qui revient à dire : « Celui qui n'a pas de patrimoine n'a pas de patrie. Pour être Français, il faut posséder un peu de la France. Or, les prolétaires n'en ont rien ; dans le pays où le hasard les a fait naître, on les traite en temps de paix comme des étrangers, des intrus. Leur demander, quand la guerre éclate, de défendre le sol de la patrie, dont ils n'ont pas une motte, n'est-ce pas vraiment un excès d'ironie ? » Vous autres, les marxistes abâtardis, vous nous dites : « En France, les prolétaires ont quelque chose à sauvegarder qui leur appartient en propre ; ils ont une patrie, qui est la République, la liberté... »

— N'était-ce pas le patriotisme des hommes de la Révolution ?

— C'est entendu : guerre aux tyrans ! Mais si vous comprenez ainsi le patriotisme, m'expliqueras-tu pourquoi les socialistes français ne se sont pas levés comme un seul homme pour conspuer le petit roi d'Espagne ? Certes, le citoyen Brousse dépassait un peu la mesure lorsqu'il nous conviait jadis à « ouvrir une route à la Révolution dans une poitrine royale... »

— Le citoyen Brousse a dit ça ?

— Oui, en 1878. En ce temps-là, « pour se trouver enfin seul, face à face avec un porte-couronne », il prétendait « marcher à lui à travers la foule des courtisans, secouée, dispersée, *rompue au bruit et à la lueur des bombes*. » Depuis lors, le citoyen Brousse a évolué jusqu'au fauteuil de la présidence du conseil municipal, et lorsqu'il se trouve enfin seul avec un porte-couronne, il n'a plus à lui jeter que des fleurs de rhétorique... Que diable ! Si votre patriotisme révolutionnaire et tyrannicide ne va plus jusqu'à la bombe, il pourrait aller au moins jusqu'au sifflet...

— Tu t'arrêtes à d'infimes détails.

— Ils sont caractéristiques. Oublies-tu qu'il y a quelques années le comité interfédéral du parti a protesté par un manifeste virulent contre les fêtes données en l'honneur du tzar ? Et ce manifeste ne te semblait-il pas inspiré par le plus pur patriotisme révolutionnaire ?

— Ce n'est pas la même chose ; en Espagne, la monarchie est constitutionnelle. Le tzar est un tyran, tandis que le petit Alphonse...

Vazy pouffa.

— Voilà donc où vous en êtes ! Et vous n'êtes pas au bout ; vous aurez beau multiplier les

distinguo pour esquiver les difficultés du problème, vous n'en sortirez pas. Oh ! tant qu'on en reste à la théorie, ça va encore : on démontre que l'amour de son pays et l'amour de l'humanité n'ont rien d'inconciliable, bien au contraire, que les deux sentiments se supposent et se complètent, que l'internationalisme n'est qu'un patriotisme élargi, etc., toutes les écœurantes banalités dont nous gavent les revues pédagogiques et les ministres en tournée. Mais en fait, la question est nette, brutale, et elle n'admet pas trente-six réponses : oui ou non, patriotes socialistes, révolutionnaires, humanitaires, cosmopolites, rationalistes, internationalistes, de quelque nom qu'on vous appelle, oui ou non, si la guerre est déclarée, marchez-vous ?

— La complexité du problème...

— Taratata ; ne prends pas la tangente. Patriote, tu as le devoir de défendre ta patrie ; il te faut donc une armée... Oui ou non, te faut-il une armée ?

— Oui.



— A la bonne heure ! Au moins, voilà une réponse précise. Maintenant, par exemple, je te défends de me soutenir que tu es aussi antimilitariste qu'anticléric.

— Pourquoi ? Voilà bien de tes jugements simplistes. Ne pouvons-nous reconnaître la nécessité provisoire de l'armée, tout en déplorant les maux du militarisme et en faisant tous nos efforts pour y porter remède le plus tôt qu'il se pourra ?

Les socialistes — et c'est là le grand point — remettent l'armée à sa place dans l'ensemble des services publics ; ils nient l'éminente dignité de la mitrailleuse et le caractère sacro-saint du sabre. Naguère, avec Jules Lemaitre, les nationalistes prétendaient nous imposer le « culte de l'armée ». Ce mot-là, pour nous, est dépourvu de sens : autant vaudrait nous parler du culte des Ponts et Chaussées ou de la religion des Postes et Télégraphes. Nous avons besoin d'une armée pour tenir notre rang dans le monde comme j'ai besoin d'un revolver pour me défendre contre les Apaches ; mais le soir, quand je rentre chez moi et que je tire mon revolver de ma poche, je ne le dépose pas sur un autel et il ne me viendra jamais l'idée saugrenue de me mettre à genoux devant pour éjaculer une prière. Il en va de même pour l'armée, qui n'est qu'un revolver national. La tenir pour une « idole », comme le font les nationalistes, c'est retomber au niveau spirituel du Peau-Rouge qui adore son tomahawk. Et voilà par où notre patriotisme critique diffère du patriotisme impulsif des « vivelarmistes » ; c'est qu'il nous a permis, en laïcisant l'institution militaire, de la réduire à son juste rôle. La défense nationale n'est plus un mystère surnaturel, c'est un problème de maximum et de minimum, dont la milice commence à nous apparaître comme la plus économique et la plus élégante solution. Et si notre propagande antimilitariste, plus avisée et plus mesurée, a pour résultat de faire éclater à tous les yeux qu'une armée permanente est un fléau et qu'il est facile d'assurer la sécurité nationale dans des conditions moins dispendieuses, ce n'est plus

à l'appel des « sans-patrie », mais bien par l'effet du plus intelligent patriotisme, que le peuple français licenciera ses troupes et transformera ses casernes en écoles primaires supérieures.

— Va t'en voir s'ils viennent, Jean Jaurès... Avec tout ça, tu n'as pas encore répondu à ma question, et, à vrai dire, tu ne peux y répondre, si tu es un socialiste sincère, comme je te fais l'honneur de le supposer. La *Vie socialiste* vient d'ouvrir une enquête à ce propos, et elle demande aux leaders de l'Internationale : « Quel est le devoir socialiste en cas de guerre ? » Je parie qu'ils vont tous répondre, comme Jaurès : « Certes, le problème est difficile et terrible. Les socialistes doivent concilier le souci de l'autonomie nationale et leur devoir international. Nul ne peut dire d'avance comment, dans la formidable épreuve d'une guerre, se résoudra ce cas de conscience, car nul ne peut prévoir ce que seront alors les circonstances particulières du problème... »

— C'est évident, approuvai-je, et voilà bien comme je conçois notre patriotisme laïque. En acceptant l'obligation militaire, il réserve tout entier son droit de critique. Même à la caserne, le citoyen n'abdique pas sa liberté de penser ; que dis-je ? c'est pour lui un devoir civique d'examiner sans cesse si ce qu'on lui demande au nom de la patrie est juste et conforme aux intérêts de la nation...

— Va jusqu'au bout : il y a donc des cas où, pour le soldat républicain, la désobéissance serait un devoir civique ?

— Assurément. Par exemple, si quelque général factieux marchait sur l'Elysée et commandait à ses

hommes de fusiller le Président de la République, ceux-ci ne *devraient-ils* pas mettre la crosse en l'air et rompre les rangs ? De même, si les citoyens soldats sont appelés sur un champ de grève et reçoivent l'ordre de tirer sur les citoyens ouvriers, leur *devoir* est de n'en rien faire, parce que l'armée n'a pas à monter la garde devant les coffres-forts, ou, mieux, parce que la mère patrie ne peut pas ordonner à ses enfants habillés en militaires de massacrer ses enfants vêtus en civil...

— Tu choisis là deux cas très simples, et sur lesquels aujourd'hui aucun homme digne de ce nom ne saurait élever un doute. Mais c'est à propos de la défense nationale que se pose la véritable question : « En cas de guerre, marcherez-vous ? » Tes socialistes parlementaires se tâtent, louvoient, ergotent : « Ça dépend... C'est selon... Question d'espèces : guerre offensive ou défensive, juste ou injuste... » C'est piteux, et ça ne trompe personne. Comme l'observe avec tant de bon sens Gustave Hervé, quand une guerre éclate, il est impossible de savoir le jour même de la mobilisation si la guerre est juste ou injuste, si l'on va se battre pour la liberté chérie ou pour les beaux yeux de M. Delcassé. De même, il faut être candide comme un professeur de philosophie pour imaginer que sur le moment, et même vingt ans après, on peut distinguer une guerre offensive d'une guerre défensive. Dans le doute, t'abstiendras-tu ? Toute la question est là, et Jaurès aura beau jouer de la trompette autour, comme dit si drôlement Clemenceau, on ne saurait y faire que deux réponses : « Je marcherai *dans tous les cas*... » « J'aurai les pieds nickelés *dans tous les cas*. » Il n'y a

pas de milieu. Jaurès nous la baille belle lorsqu'il vient nous raconter que « nul ne peut dire d'avance comment, dans la formidable épreuve d'une guerre, se résoudra ce cas de conscience » ; et c'est lui qui reproche à Gustave Hervé de soutenir une thèse anarchiste ! Qu'y a-t-il de plus anarchiste, je vous le demande, que de remettre ainsi la solution d'un problème, d'où dépend toute la vie nationale, au hasard des cogitations ou des fantaisies individuelles ? Dans de pareilles conditions, il n'y a plus de société possible.

Ce fut à mon tour de sourire.

— Pour un révolutionnaire anarchisant, tu tiens des propos bien sages. Te rends-tu compte que tu parles comme Anatole Leroy-Beaulieu ?

— Je parle franc comme Hervé.

— Et si votre franchise est un peu gênante, elle nous rend du moins le service de nous contraindre à serrer de près cette question « difficile et terrible ». Il faut convenir qu'il n'est pas digne d'un grand parti comme le nôtre de s'en tenir sur ce point à des formules évasives et dilatoires. Il faut convenir aussi qu'il y a peut-être, en dernière analyse, une irréductible antinomie entre notre patriotisme critique, fondé en raison, et l'institution militaire elle-même qui, par définition, est essentiellement irrationnelle. Qu'est-ce en effet qu'une armée sans discipline, c'est à dire sans un impératif catégorique ? Quels que soient nos efforts pour laïciser le patriotisme, s'il nous fait admettre la nécessité d'une « force publique », il nous faudra du même coup subir la loi de cette force. En d'autres termes, si loin qu'on étende les droits de la raison, la raison perd ses droits.

devant quelque chose qui ne se raisonne point et qu'il faut accepter comme un postulat, sous peine de jeter par terre tout l'édifice national : le galon de laine rouge du caporal... Je te remercie de m'avoir obligé, mon cher Vazy, à ne pas me satisfaire des demi-solutions entre lesquelles oscillent les docteurs du parti. Maintenant, j'y vois clair : je ne puis, sans rompre le pacte social, esquiver ma part de responsabilité des fautes que les députés et les ministres commettent en mon nom. C'est à moi de choisir des représentants qui ne commettent pas de fautes ; mais si l'étourderie ou la fatuité d'un Delcassé déclenchent une guerre et m'obligent à risquer ma peau pour quelque motif imbécile, je dois m'exécuter galamment, sans chicane, faire honneur à ma signature. C'est moi qui par mon indifférence, ma lâcheté civique ai porté cet homme au pouvoir : c'est mon erreur que j'expie.

— Autrement dit, bougonna mon camarade, tu marches dans tous les cas ?

— Oui. Et pour être conséquents avec eux-mêmes, ceux qui des mêmes prémisses tirent des conclusions opposées doivent refuser dès aujourd'hui le service militaire. S'ils ne veulent pas qu'on les accuse de lâcheté quand ils désertent devant l'ennemi, qu'ils nous donnent en temps de paix la mesure de leur courage et qu'ils endurent avec héroïsme les pires persécutions plutôt que de consentir à porter les armes.

— Nous ne sommes pas des héros, dit Vazy, nous sommes de pauvres hommes, qui n'ont chacun qu'une vie à dépenser et qui l'économisent. S'il nous faut la perdre, que ce soit au moins

pour la bonne cause. Le jour de la mobilisation, je m'insurge avec Hervé. Comme tu feras partie, toi, des troupes régulières chargées de rétablir l'ordre, nous nous rencontrerons peut-être les armes à la main sur la même barricade. Si tu me reconnais, puis-je au moins espérer, mon cher camarade, que tu auras la gentillesse de tirer en l'air ?



Le Rédacteur-Gérant :

GUSTAVE TÉRY.



CHARLIEU
IMPRIMERIE PAUL CHARPIN

Lire et répandre
LA RAISON
Journal de Propagande Rationaliste
à 4 et 6 pages
JOURNAL-REVUE

LA RAISON est un journal de propagande rationaliste. — **La Raison** est un journal-revue à 4 et 6 pages. — **La Raison** publie des articles des meilleurs écrivains de la Libre Pensée. — **La Raison** publie de nombreux documents de polémique anticléricale. — **La Raison** donne des études savantes sur toutes les questions morales, sociales, religieuses. — **La Raison** est le journal le plus utile à tous les militants et propagandistes pour causeries, conférences, discussions. — **La Raison** est le journal de tous les hommes de pensée libre qui veulent le progrès de la raison contre le dogme, de la vérité contre le mensonge, de la liberté contre l'oppression, de la République contre l'Eglise.

Directeur : Victor CHARBONNEL

Le Numéro : 10 centimes
Abonnement : 5 francs par an
Pour les Instituteurs : 4 fr.
Par groupe de 5 abonnements : 4 fr.

EN VENTE PARTOUT DANS LES KIOSQUES ET LES GARES

Ce numéro ne contient pas de livraison de
Pour la Patrie ! Nos lecteurs en trouveront deux
encartées dans le prochain numéro.

LA REVUE

est la plus intéressante et la plus libre
des revues bourgeoises

*Directeur : JEAN FINOT, 12, avenue de l'Opéra
Paris*



M. Doumer lit tous les dimanches

Le Cri de Paris

Le numéro : 15 centimes.